



**M.L.P.C**

**Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain**

**Justice - Liberté - Travail**

**FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE**

**Membre de l'Internationale Socialiste**

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

Le 24 Mars 2013, le régime totalitaire et impopulaire du Général François Bozizé tombait face à un coup de force de la coalition Séléka, au grand soulagement de la grande majorité de la population centrafricaine. Le Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC), parti de l'opposition démocratique a pris acte du changement tout en déplorant la prise de pouvoir par d'autres moyens que les urnes.

Cependant, l'arrivée au pouvoir d'anciens rebelles est malheureusement suivie de pillages de biens publics et privés, tortures, extorsions de biens, vols à main armée, viols sur les populations et exécutions sommaires en tout genre.

Plus de trois mois après cette prise de pouvoir, force est de constater que des exactions intolérables sur les civils se poursuivent et l'instabilité perdure. Ce qui a pour conséquence immédiate une grave crise humanitaire sur l'ensemble du territoire national.

Les rapports de nombreuses ONG et des agences des Nations-Unis tels que Human Rights Watch (HRW), UNICEF, OCHA, CICR et Actions Contre La Faim, pointent du doigt des violations flagrantes des droits de l'homme et les atteintes à la vie et la dignité humaines et tirent le signal d'alarme sur une sévère crise humanitaire qui affecte la population centrafricaine.

Face à la gravité de la situation en Centrafrique, la Fédération Europe-Amériques-Asie-Moyen Orient-Océanie du MLPC :

- dénonce toute tentative de déstructuration de notre société ;
- appelle le nouveau pouvoir à prendre immédiatement ses responsabilités aux fins de rétablir la sécurité et la libre circulation des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire national ;
- exige des nouvelles autorités le cantonnement et le désarmement effectifs des troupes de la Séléka, la restructuration des forces de l'ordre afin de les rendre capables de respecter l'être humain et de ramener la paix et la liberté d'aller et venir en Centrafrique ;
- exige des sanctions individuelles à l'encontre des éléments de force responsables de graves atteintes aux droits humains et de les traduire en justice ;
- compatit aux souffrances des populations éprouvées et assure les personnes sinistrées de son soutien inconditionnel ;
- exhorte la communauté internationale, notamment l'UA, l'OIF, l'UE et l'ONU, à dépêcher des aides d'urgence en Centrafrique pour éviter un drame humanitaire à grande échelle ;
- exhorte la CEAAC à déployer d'urgence les 2 000 forces de sécurité promises sur toute l'étendue du territoire centrafricain afin de protéger les populations civiles victimes d'exactions de toutes sortes ;
- Demande instamment à la France de mettre à la disposition du gouvernement centrafricain les forces de défense présentes à Bangui afin de ramener la paix et la sécurité dans le pays.

Fait à Paris, le 5 juillet 2013

**Antoine Jérémie NAM-OUARA**

*Membre du bureau politique, Chargé de la communication extérieure*